

<https://ricochets.cc/Depuis-Beyrouth-Justice-pour-les-victimes-vengeance-contre-le-regime.html>



Depuis Beyrouth : « Justice pour les victimes, vengeance contre le régime »

- Les Articles -

Date de mise en ligne : mercredi 12 août 2020

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés



Justice pour les victimes, vengeance contre le régime

La rue nous appartient et nous y retournons.

Nous sommes tous nés le 4 août 2020, à 18h au port de Beyrouth, quai numéro 12.

Ce jour-là, nous sommes tous nés ou, plutôt, nous sommes tous morts. Certains d'entre nous sont revenus à la vie, cadavres de verre et de béton, résidus de Nitrate d'Ammonium. Il ne nous restait plus alors, cadavres que nous sommes, qu'à mesurer l'ampleur du désastre qui s'est abattu sur notre ville.

Ceci n'a pas eu lieu suite à une catastrophe naturelle. Ceci n'est pas le résultat d'une fausse manoeuvre ouvrière ou d'un accident quelconque. Ceci n'est pas non plus le résultat de l'état général de corruption qui sévit ici depuis plus de trente ans. L'explosion du 4 août 2020 est un meurtre prémédité, commis contre le peuple.

Il y a donc ceux qui ont planifié, ceux qui ont exécutés, ceux qui ont profité et ceux qui se justifient à présent.

4 août 2020, à 18h, quai numéro 12.

Une guerre a donc commencé ici, avec des centaines de morts, des milliers de blessés, des centaines de milliers de déplacés, et des pertes incommensurables. Cette guerre aurait pu être évitée. Elle avait été annoncée depuis de nombreuses années. Il aurait ainsi été possible d'éviter l'explosion, mais elle a eu lieu. La bombe a détoné et nous en sommes morts. La question demeure : combien de bombes encore nous attendent ?

Le 4 août 2020, le pouvoir meurtrier a lancé une bombe au coeur de la capitale, décrétant ainsi qu'il n'y avait pas de limites à sa barbarie. Il n'est pas nécessaire d'attendre les résultats des investigations, nous connaissons la vérité. Elle est gravée sur les cadavres et les blessés, dans les rues sinistrées, dans les yeux des survivants, dans la mémoire vivante des victimes. Nous n'avons pas besoin de commissions d'enquêtes qui ne seront que des copies conformes de cette loi d'amnistie, celle-là même qui donne encore leur légitimité à ces criminels.

Ce jour du 4 août 2020, le pouvoir a prouvé qu'il n'est pas seulement corrompu, pilleur et incompétent, mais qu'il est meurtrier. Il n'est plus possible pour le peuple de cohabiter avec lui désormais.

Le 4 août 2020, le pouvoir meurtrier a lancé une bombe au coeur de la capitale et a de ce fait coupé le dernier

cordon qui nous liait encore à lui. Nous ne sommes plus en quête de faits qui pourraient restaurer notre confiance en ce pouvoir. La responsabilité n'incombe pas à celui qui a soudé la porte de l'entrepôt, mais à ceux qui ont soudé ce système. Cent ans après la fondation du Liban, notre contrat social est obsolète, notre soi-disant état souverain, notre soi-disant foyer de la résistance et soi-disant territoire de l'entente nationale. Tous cela n'est que mensonge. La vérité est celle-ci : LE PEUPLE LIBANAIS EST SOUS OCCUPATION.

Le 4 août 2020, toute légitimité de ce pouvoir est tombée et nous sommes à présent en guerre contre lui. Ni ses politiciens, ni ses institutions, ni ses partis, ni ses banques et ni ses médias ne sont légitimes. Et cette légitimité ne sera pas restaurée par les commissions d'enquête, les urnes et les gouvernements de sauvetage. La légitimité aujourd'hui est la nôtre, nous qui nettoyons nos rues, soignons nos blessés et pleurons nos morts.

Le 4 août 2020, le pouvoir a reconnu son crime lorsqu'il a déclaré l'état d'urgence militaire.

Il n'a rien trouvé d'autre pour couvrir son échec. Son seul souci, avant de compter les victimes ou d'apporter de l'aide, est de supprimer toute objection à son encontre. Une déclaration d'état d'urgence est une décharge de responsabilité en matière de secours et de sauvetage. Une déclaration d'état d'urgence est une déclaration de guerre contre les survivants. Une déclaration d'état d'urgence militaire est une déclaration de l'état policier née du ventre de l'explosion.

Le 4 août 2020, le pouvoir nous a déclaré la guerre.

Quant à nous, nous proclamons le début de la bataille de libération

Nous ne sommes plus le 17 octobre. Nous ne nous révolterons pas, nous ne manifesterons plus, nous ne clamerons plus nos revendications. Le temps de la lutte a sonné.

Nous lutterons pour libérer nos institutions des mains des usurpateurs.

Nous lutterons pour libérer notre ville des assaillants.

Nous lutterons pour libérer nos biens et nos économies du pouvoir des banques.

Nous lutterons pour libérer le peuple de l'occupation.

Nous lutterons pour nous libérer de ce régime.

Un jour, « notre président » a dit : « Si le pays ne vous plait pas, et bien émigrez ! ».

Monsieur, depuis le 4 août 2020, c'est la bataille pour votre destitution qui a commencé.

Jusqu'à quand serons-nous épargnés ?